

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 140 - 22 avril 1985

PRIX : 2 Frs

SOUDAN

SOMMAIRE

VOIR
AU VERSO



UN GALONNÉ

CHASSE UN AUTRE

éditorial

SOMMAIRE

Page 3 : SOUDAN :

Une crise profonde que la chute d'un dictateur ne résoudra pas.

Page 5 : SENEGAL :

Après 25 ans d'indépendance ...

Page 7 : SENEGAL :

Diouf à la recherche de la confiance des paysans.

Page 8 : COTE D'IVOIRE

Affaire Dioulo :
Règlement de compte entre "requins".

Page 9 : TCHAD :

Témoignage sur le sort des réfugiés tchadiens en R.C.A.

Page 10 : TCHAD :

A propos du voyage de Habré dans le Sud.

ALBANIE : La mort d'un dictateur stalinien.

ABONNEMENTS

FRANCE : 1 an

Pli ouvert : 24 F

Pli fermé : 48 F

A D R E S S E

DUFEAL/COMBAT OUVRIER

Pour le P A T
B P 42

92114 CLICHY CEDEX

SOUDAN : UN GALONNE CHASSE UN AUTRE

Plusieurs jours après le coup d'Etat qui a renversé, à Khartoum, le régime dictatorial imposé pendant 17 ans par Nimeiry, les nouveaux dictateurs en uniforme ne semblent toujours pas avoir la situation bien en mains. Le calme ne semble pas encore revenu dans le pays où le mécontentement de la population continue de gronder; les rebelles dans le sud du pays ont repris la guerre interrompue juste après le coup d'Etat.

Ce coup d'Etat, comme il fallait s'y attendre, ne peut évidemment pas résoudre les problèmes cruciaux que connaît le pays depuis plusieurs années, la situation économique demeure catastrophique, préoccupante à tel point que le dictateur Nimeiry, en voulant quelque peu la redresser, a fait déborder le vase.

En effet sous la pression de l'impérialisme américain, à travers le Fond Monétaire International, Nimeiry a supprimé les subventions de l'Etat concernant les produits vitaux tels que le pain et le sucre dont les prix ont grimpé en flèche très rapidement. Cette décision impopulaire a précipité la chute du maréchal-dictateur. Les petites gens n'ont pas accepté que l'on touche à ces denrées de base, comme récemment en Tunisie ou au Maroc. Et elles ont mille fois raison car il est injuste que, au nom du redressement économique, c'est toujours aux pauvres et aux exploités que le gouvernement demande des sacrifices. Pas aux riches, pas aux exploités parce que c'est un gouvernement à leur service.

Aussitôt après l'annonce de la suppression des subventions, plusieurs milliers de personnes sont descendues dans les rues pour crier leur colère et leur haine envers le régime : "Nous avons faim. Les balles ne nous font pas peur" etc... Déjà, pendant les deux semaines qui précèdent le coup d'Etat, des émeutes de la faim éclataient dans tout le pays; une grève générale organisée par les syndicats et organisations d'opposition paralysait tout le Soudan. C'est ce contexte qui a permis aux militaires de s'emparer du pouvoir.

La chute de Nimeiry s'explique avant tout par la situation économique désastreuse du pays à laquelle vient s'ajouter la sécheresse rendant les conditions de vie extrêmement difficiles voire même provoquant la famine dans certaines régions. Rien n'a été fait par le gouvernement pour tenter d'enrayer ces maux, pour soulager les plus démunis. Et les nouveaux dirigeants auront à affronter les mêmes choses que leurs prédécesseurs.

Le fait que le nouveau régime compte associer au gouvernement en cours de formation certains dirigeants politiques et syndicaux et ceux des puissantes confréries musulmanes ne change rien au problème.

.../...

Que le Général El Dahab se tourne vers l'impérialisme américain ou vers la bureaucratie russe, le peuple soudanais, dans tout les cas, n'a rien à attendre de ce régime qui fondamentalement appliquera la même politique dictatoriale et anti-sociale que celle de El Nimeiry. Dahab a bien annoncé la couleur quand il a sommé la population à mettre immédiatement fin à la grève générale qui est considérée, selon lui, comme un acte de "haute trahison".

Ce que veulent les nouveaux dictateurs, c'est rétablir l'ordre et la stabilité pour eux mais surtout pour les vautours impérialistes qui souhaitent le retour au calme pour continuer à pressurer la population laborieuse soudanaise, pour en tirer des profits substantiels.

SOUDAN :

UNE CRISE PROFONDE QUE LA CHUTE

D'UN DICTATEUR NE RESOUDRA PAS

Le général El Dahad n'a pas eu du mal à prendre le pouvoir au Soudan. Le régime du dictateur Nemeiry était tellement pourri qu'il n'y avait personne pour le défendre. D'ailleurs lors des émeutes du 27 mars, les manifestations de rue étaient dirigées directement contre Nemeiry et son protecteur l'impérialisme américain.

L'économie soudanaise est grande ouverte aux capitaux américains. Alors que le pays souffre de la sécheresse et de la famine, l'agriculture est liée aux produits d'exportation comme le coton. Le Soudan est un des pays les plus pauvres du monde. Il est aussi un des pays les plus endettés. Il doit 9 milliards de dollars au FMI. Et le comble, c'est que cette dette a surtout servi à la construction d'usines de textile, de ciment ou de sucre. Usines sophistiquées dont les capacités de production dépassent largement le seul marché soudanais. Ce qui fait que le marché mondial étant saturé, les usines tournent en dessous de leurs possibilités.

Par contre cet endettement aura profité aux industriels impérialistes qui ont eu là une occasion de faire de gros profits en vendant des usines clef en main. Ce qui a permis à quelques bourgeois soudanais d'encaisser des commissions juteuses. Politiquement, Nemeiry était un des dirigeants parmi les plus ouvertement pro-occidentaux comme les dictateurs de l'Égypte et de l'Arabie Séoudite. Et ce n'est pas étonnant qu'à l'heure actuelle il se soit réfugié auprès de son ami Moubarak.

Si l'économie du pays est liée aux intérêts des capitalistes et des castes de privilégiés, par contre la population, elle, souffre de la sécheresse. Selon les organisations internationales, d'ici la fin de l'année un million de personnes mourront de la famine, dont des enfants pour la moitié. Et la gravité de la situation a été soigneusement tenue secrète par le régime de Nemeiry et ses complices. Il a fallu que le régime s'écroule pour que certaines vérités commencent à franchir les frontières. A cette situation s'ajoute le sort des réfugiés ougandais, tchadiens et éthiopiens dont le nombre ne cesse de croître. Ils sont déjà plus d'un million.

Le régime de Nemeiry se maintenait par la force. Arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en mai 1969, il faisait partie d'un groupe d'officiers qui se disaient progressistes et partisans de Nasser. Il prétendait même faire du Soudan "le phare du socialisme". Il a même eu le soutien du parti communiste soudanais, un des partis communistes les plus importants d'Afrique. Une fois au pouvoir, Nemeiry a vou-

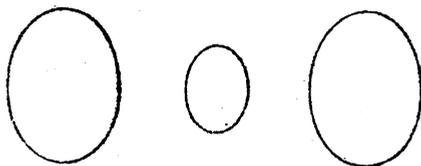
lu réduire l'influence du PC soudanais au sein de l'équipe dirigeante et lui déclara la guerre. Lorsqu'une junta militaire dirigée par le commandant Hachem EL Atta tenta de destituer Nemeiry en juillet 1971, ce dernier réussit à reprendre la situation en main. La tentative échoua parce que Sadate et Kadhafi sont venus à son secours. Ils sont intervenus pour écraser les opposants et réduire l'influence du PC soudanais. D'ailleurs Hachem EL Atta a été accusé d'avoir des sympathies pour le PC. Quant au dirigeant de ce parti Abdel Khalk Mahjoub, il a été pendu. Les militants et sympathisants ont été poursuivis. C'est par milliers que se comptaient les victimes.

Ce ne sont pas uniquement les militants du PC qui ont été les victimes du régime de Nemeiry. Dans le sud du pays, la population animiste et chrétienne lutte depuis des années pour qu'on lui reconnaisse son autonomie. Elle lutte contre un pouvoir qui se dit arabe et fait de l'islam une religion d'Etat. Dans cette région la guérilla est menée par le MPLS (mouvement populaire de libération du Soudan) dirigé par John Garang.

Quant aux sectes religieuses, si Nemeiry a eu à les affronter au début de son régime, depuis 1977 sous la poussée des pays arabes, il s'est rallié à la puissante secte musulmane des Ansars et a fait de leur dirigeant Sadek EL Mahdi son premier ministre. Lorsque le régime perd le soutien de la bourgeoisie des villes et de certains membres de l'armée, Nemeiry fait entrer dans son gouvernement des "frères musulmans" et la loi islamique, la "charia" est proclamée et appliquée.

Cette alliance avec l'islam va permettre aux "frères musulmans" et aux autres sectes de peser lourdement dans la vie politique du pays. Outre les confréries musulmanes, depuis août 1984, un "Front de Salut National" est créé pour lutter contre le régime corrompu de Nemeiry. Dans ce front, en plus des divers partis baassistes, nassériens et religieux, il y a le MPLS et le PC soudanais.

Maintenant que le régime de Nemeiry est tombé comme un fruit pourri, le pouvoir est entre les mains des militaires. Ces derniers essaient de composer avec les diverses forces politiques. Il est difficile de savoir ce qui va sortir de cette situation. Ce qui est sûr, c'est que les intérêts des pauvres du Soudan ne sont défendus par aucune des organisations, même si elles se disent populaires ou communistes comme le PC soudanais.



SENEGAL :

après 25 ans d'indépendance...

Le gouvernement sénégalais vient de fêter le 25ème anniversaire de l'indépendance du Sénégal. Les discours officiels et les commentaires des journalistes griots du "Soleil" vont bon train pour célébrer cette date et pour faire le "bilan" élogieux d'un quart de siècle d'indépendance.

"Le Sénégal poursuit sa marche triomphale vers le progrès" dit-on par-ci "Nous sommes au bout du tunnel" dit-on par-là en invoquant les espoirs fondés sur "les grandes réalisations" telles que les constructions de barrages qui, paraît-il, vont donner naissance à une "civilisation de l'après-barrage".

r "Aujourd'hui, peut-on lire dans le "Soleil", tout indique que l'an 2 000 et le 21ème siècle verront s'épanouir un Sénégal que nos frères n'avaient osé imaginer". Bref tout est bien dans le meilleur des mondes selon ces gens-là. Mais la réalité que vit l'écrasante majorité de la population du Sénégal n'a rien de commun avec ce que disent les dirigeants et leurs représentants patentés.

Le sous-développement avec toutes ces conséquences poursuit son cours, réduisant une partie de plus en plus importante de la population à la misère et à l'inactivité. L'indépendance du Sénégal n'a rien changé, même d'un pouce, à cet état de chose. Le Sénégal, comme toutes les anciennes colonies d'Afrique, continue toujours de dépendre de l'ordre impérialiste. Même dans les pays où les populations ont arraché leur indépendance par la force des armes, on en est au même point. Le bilan est que la misère, loin d'avoir reculé, n'a au contraire cessé de s'approfondir. Le pillage capitaliste continue à appauvrir et à jeter dans la misère un nombre toujours grandissant de population.

En accordant l'indépendance, l'impérialisme a tout simplement remplacé l'administration coloniale vieillie et contestée par une administration locale avec des appareils d'Etat et des serviteurs locaux qui continuent à oeuvrer dans la même sens, en maintenant l'exploitation capitaliste. Le fouet et le fusil ont été mis dans des mains des gendarmes locaux mais ils sont toujours dirigés contre les mêmes ; contre les pauvres pour les maintenir dans la misère, pour les empêcher de se révolter.

Et c'est plus précisément parce que un peu partout dans les colonies commençaient à gronder la colère et la révolte que le colonialiste, pour ne pas avoir affaire à une guerre anti-coloniale (comme cela avait déjà démarré au Viet-nam puis en Algérie) a préféré, pendant qu'il avait encore le temps, pour installer ses propres hommes à la tête des futurs Etats africains. Ces hommes étaient choisis sur le carreau parmi ceux qui avaient montré leur servilité et qui avaient déjà été formés par l'administration coloniale (en tant que député ou membre d'un cabinet). Alors, un peu partout on a vu des gens comme Senghor, Modibo, Houphouët, Tsiranana et autres sortis du chapeau colonial et propulsés à la tête des appareils d'Etat locaux mis sur pied de toutes pièces à l'intérieur des frontières taillées sur mesure. Ils n'avaient plus qu'à exécuter ce que leur maître leur demandait de faire.

L'AOF (Afrique Occidentale Française) à laquelle faisait partie le Sénégal, fut ainsi morcelée en plusieurs Etats indépendants. La Fédération du Mali qui regroupait le Mali et le Sénégal dans un seul ensemble vola aussi en

éclats avant même d'avoir vu le jour. Ainsi tout le monde est satisfait. Chaque valet ayant "son" Etat.

Au Sénégal, à l'aube de l'indépendance, la rivalité entre Senghor, élu président de la République et Mamadou Dia, président du Conseil, s'est terminée en 1962 en faveur de Senghor qui écarta Mamadou Dia et interdit toute forme d'opposition. De nombreux opposants furent ainsi emprisonnés ou forcés à l'exil jusqu'en 1974, année où enfin les partis d'opposition furent de nouveau autorisés.

L'indépendance pour l'écrasante majorité de la population sénégalaise ne s'est concrétisée que par la substitution des hommes au sein des appareils. L'économie du pays continue comme durant l'époque coloniale à être orientée vers les intérêts de l'impérialisme français. Celui-ci, pour payer ses valets locaux pour services rendus en gérant l'ordre établi, leur laisse quelques miettes sous forme de coopération, d'aide économique et militaire.

Le Sénégal comme par le passé continue à produire de l'arachide, du coton et du phosphate pour les mêmes industriels installés dans la métropole coloniale. Oui l'indépendance c'est toujours la continuation du même système sous une forme à peine déguisée. Le vrai changement pour les exploités reste toujours à faire. Cela ne pourra être réalisé que s'ils sont capables de l'imposer par leur force, par leur détermination à changer leur sort eux-mêmes. Il ne suffira pas de se battre, même les armes à la main, pour changer les pouvoirs actuels afin d'y installer des hommes nouveaux pour peu qu'ils se disent "progressistes" ou "révolutionnaires".

Les exploités d'Algérie, de l'Angola ou du Zimbabwe en ont fait l'amère expérience. Des milliers d'entre eux sont morts les armes à la main en croyant que ceux qui étaient à la tête des mouvements de libération nationale allaient leur permettre de changer leur sort. Or que l'on soit aujourd'hui en Algérie, au Sénégal ou au Zimbabwe, ce sont toujours les mêmes qui continuent à souffrir de l'exploitation et du sous-développement. Dans tous ces pays une minorité de privilégiés locaux fleurit en étalant sa richesse au milieu de la misère criante.

Il est pourtant possible de faire disparaître cet état de chose, de faire de telle sorte que tout le monde puisse vivre convenablement sans être à la recherche d'une maigre pitance pour survivre. Oui il est possible d'enrayer la misère, de faire disparaître les inégalités et les injustices. Les exploités, les affamés d'Afrique peuvent changer leur sort s'ils prennent conscience que leur émancipation ne pourra venir que de leur propre volonté de lutter pour détruire le système capitaliste responsable de la misère et de l'injustice. Pour cela ils n'ont pas besoin d'un drapeau national quelconque.

Le nationalisme est une idéologie bourgeoise qui permet justement à nos bourgeois grands ou petits de tromper les pauvres en leur faisant croire que tout le monde, quelle que soit la condition sociale, fait partie d'une même nation et qu'il faut s'unir pour "bâtir la nation", pour "développer le pays".

Quand les exploités se sont mis dans le passé, à la remorque des nationalistes, cela s'est toujours terminé par une impasse, parfois sanglante pour eux. Les exploités n'ont jamais les mêmes intérêts que les bourgeois, même s'ils sont d'une même ethnie, de la même religion ou du même pays. Ce sont les nationalistes qui veulent leur faire croire qu'ils ont des intérêts communs.

Se battre contre le capitalisme c'est aussi se battre contre le nationa-

COTE D'IVOIRE: AFFAIRE DIOULO: règlements de compte entre "requins"

Au début de cette année, un gros scandale financier a éclaté en Côte d'Ivoire. Les protagonistes sont : le maire d'Abidjan, Emmanuel Dioulo, député et riche homme d'affaires, et une banque d'Etat, la BNDA (Banque Nationale pour le Développement Agricole).

Officiellement portée sur la place publique par la presse ivoirienne au courant du mois de février, l'affaire a connu un premier dénouement par la "fuite" du maire d'Abidjan, homme naguère si puissant, à Bruxelles. De quoi s'agit-il ?

Au mois d'août 1984, Houphouët est informé que la COGEXIM (Compagnie Générale Export Import) que dirige Emmanuel Dioulo, par ailleurs un de ses protégés, est impliquée dans une affaire d'escroquerie financière au détriment de la BNDA. Le montant de la somme en litige dépasserait 19 milliards de F CFA selon la BNDA. Le chiffre de 30 milliards est même avancé. Dioulo ne conteste pas le fait que sa société doive de l'argent à la BNDA. Mais il conteste la somme avancée par cette dernière.

Un cabinet d'experts à qui l'affaire a été confiée confirme une somme de 16 milliards, mais impute de grosses responsabilités à la BNDA. Cette banque ne réussissant pas à s'entendre sur le montant de la somme en litige, dépose plainte contre la COGEXIM et son directeur. C'est le départ de ce qui est devenu l'affaire Dioulo.

Le 18 mars, le tribunal d'Abidjan rend un premier verdict : la COGEXIM est condamnée à rembourser une somme de 7 milliards de F CFA à la BNDA, en attendant qu'une expertise plus poussée permette de tirer l'affaire au clair. Car il semble que de nombreux points d'ombre subsistent.

La BNDA ne l'entend pas de cette oreille. Le 19 mars, cette banque fait appel du jugement, relayée par les journaux ivoiriens qui trouvent la décision du juge scandaleuse (tous les journaux sont gouvernementaux en Côte d'Ivoire). Le 20 mars, c'est le Bureau Politique du PDCI (parti unique) qui, réuni en session extraordinaire, s'indigne à son tour contre la "mansuétude de la justice à l'égard d'un détourné de deniers publics" et demande la levée de l'immunité parlementaire d'Emmanuel Dioulo.

Le 25 mars, le bureau de l'assemblée nationale réuni à la hâte, (les députés sont en vacances), vote à l'unanimité la levée de l'immunité parlementaire du maire d'Abidjan. Le 26 mars, les policiers se rendent au domicile de Dioulo et ont la surprise de trouver la demeure vide. Emmanuel Dioulo a eu le temps de s'envoler pour la Belgique d'où il compte organiser sa défense.

Cette fuite quelque peu rocambolesque permet de mesurer les enjeux qu'il y a derrière cette affaire présentée comme un des plus gros scandales financiers de Côte d'Ivoire.

D'abord la personnalité d'Emmanuel Dioulo : député, maire d'Abidjan, c'est un homme d'affaires très riche. Il serait à la tête d'une dizaine de sociétés allant de l'immobilier à l'agro-industrie, la finance et l'import export. La COGEXIM, par qui le scandale a éclaté est une société au capital de 1,5 milliard de F CFA ; elle emploie 3 800 personnes et son chiffre d'affaires était de 36 milliards de F CFA en 1984. Elle est spécialisée dans l'achat de café et de cacao aux producteurs.

Dioulo est un milliardaire. Il serait membre du club des deux cents milliardaires "ivoiriens". Il arrive sur la scène politique ivoirienne en 1980. Fort d'une réputation de gestionnaire (il a dirigé l'ARSO organisme d'Etat pour l'aménagement de la région du Sud-Ouest ivoirien) il conquiert la mairie d'Abidjan et obtient poste de député grâce à une campagne électorale à l'américaine. Depuis, Dioulo est un

homme politique en vue. C'est lui qui "proposera" le transfert de la capitale de la Côte d'Ivoire dans le village natal d'Houphouët.

Or il se trouve que cette année aura lieu le renouvellement des députés, de même que les élections présidentielles. Houphouët candidat officiel du PDCI aura à choisir un vice-président qui de fait sera son successeur. Les postulants se bousculent donc, et se livrent à une lutte sans merci dans le microcosme politique.

Dioulo, aux yeux de beaucoup apparaît comme un candidat potentiel. Familier d'Houphouët, milliardaire et maire d'Abidjan, il est populaire dans sa ville. N'est-ce pas suffisant pour que ses nombreux concurrents lui glissent des peaux de banane sous les pieds ?

En tout cas qu'il ait pu sortir apparemment si facilement du pays, c'est un signe. Dioulo n'est pas "monsieur tout le monde". Accusé d'avoir détourné près de 30 milliards de F CFA, il a pu vaquer tranquillement à ses occupations, et même organiser sa "fuite". Oui, la justice ivoirienne, le régime sait traiter les siens.

Pour l'instant Dioulo est la cible. Il promet de publier un livre blanc au mois de mai, dans lequel il dirait tout. Chiche qu'il osera cracher dans la soupe.

*** *** *** ***

TCHAD: Témoignage sur le sort des réfugiés tchadiens en Centrafrique

Dans le Sud du Tchad, les exactions et les massacres des populations civiles commis par les forces armées de Habré, ont provoqué un déplacement massif des populations frontalières en Centrafrique. Selon des chiffres officiels récemment publiés il y aurait une augmentation de 25 % des réfugiés dont le nombre s'élève à plus de 40 000. Ceux-ci vivent dans des conditions de vie lamentables. A ce sujet voici le témoignage d'un réfugié qui a écrit à un parent en France. Nous publions ici quelques extraits de sa lettre :

"Nous avons laissé derrière nous les dieux de la mort et rencontrons ici, paradoxalement, les mêmes maux, la faim et les tortures et la mort(...). Les réfugiés qui ont foulé le sol centrafricain à la fin du mois de septembre 1984 attendent encore d'être servis. Non seulement ils ne sont pas assistés mais ils sont traqués par la police, humiliés par le HCR" (Haut Commissariat aux Réfugiés).

A propos des mesures prises à l'encontre des réfugiés, voici cet autre extrait : " Il est interdit aux réfugiés de sortir de Bangui.(...) Refoulement des déshérités qui tentent de franchir la frontière, fuyant les zones de combats (...). Arrestation de tous ceux qui malgré les barrages de police et de gendarmerie, arrivent au km 12 à Bangui. En exemple je citerai le cas de huit jeunes gens (enseignants, élèves et infirmiers) qui ont passé deux mois au commissariat de police de Bangui. (...) Arrestation de commerçants tchadiens résidents (...). L'alibi est bien commode : ils soutiennent la rébellion et aident les réfugiés. (...) Rafles quotidiennes dans les quartiers habités par les Saras, réfugiés ou pas".

En guise de conclusion, la lettre ajoute : "Mais le comble de tous ces malheurs accumulés est l'entente parfaite entre Bangui et N'Djaména, tant au niveau des deux gouvernements qu'au niveau du HCR et de ces gouvernements". Cette entente a été confirmée il y a quelques jours par une opération militaire menée simultanément à la frontière par les armées tchadiennes et centrafricaines contre les maquisards tchadiens.

Des arrestations ont été opérées parmi les réfugiés et les centrafricains, ces derniers étant soupçonnés d'être des partisans de Patassé ou de M'Baïkoua, deux opposants au régime de Bangui.

TCHAD A propos du voyage de Habré dans le Sud

Le mois dernier, Habré avait fait une tournée dans le Sud du Tchad. Cette tournée l'avait conduit à Sarh, Doba et Moundou. Ce mois, il a effectué deux autres tournées d'abord à Bongor et Laï, ensuite à Am-Timan, toujours dans le Sud. A chacune de ces étapes, il a lancé un appel aux "codos" (maquisards sudistes) pour faire la "paix" et aux populations pour réaliser l'"unité".

Selon certains journaux français, l'accueil était "chaleureux". Trois milliers de "codos" se seraient ralliés et ces tournées ont apporté à Habré "indéniable succès" et une "nouvelle légitimité".

Mais ce voyage n'est en fait qu'une opération de propagande dans une région assiégée. Par exemple lors du premier voyage de Habré, quelques jours avant l'arrivée de celui-ci à Sarh, un affrontement entre les codos et les FANT (forces gouvernementales) aurait fait au moins vingt morts. Les paysans sont considérés comme complices des codos et les forces de Habré n'hésitent pas à leur tirer dessus. C'est ainsi qu'au cours même du premier voyage de celui-ci, selon les témoignages des témoins oculaires rapportés par l'AFP (cf "Le Matin" du 10 avril), plus de 100 personnes ont été massacrées, des jeunes garçons exécutés et des dizaines de villageois fusillés par les FANT -sans parler "des villages pillés ou incendiés comme par le passé".

Dans ce climat de terreur sanglante, il n'est pas difficile de comprendre que les populations avaient intérêt à répondre favorablement aux "circulaires distribuées dans les écoles" et à la radio qui les conseillaient "fortement" de se présenter sur le parcours de Habré. Selon "Le Monde" du 26 mars, "la ville (Sarh) est tenue en joue". Et cela à un point tel que même "les invités et les notables prennent leur place après avoir été préalablement fouillés à corps et inspectés au détecteur d'armes".

Ces quelques faits semblent correspondre davantage au drame que vivent les populations du Sud et on imagine mal celles-ci accueillir avec "chaleur" Habré qui lance périodiquement ses massacreurs contre elles. Il est possible que des applaudissements interrompent de temps en temps Habré au cours de ses discours. Mais cela n'a rien d'étonnant. Quel dictateur africain ne se fait pas applaudir lorsqu'il fait des tournées ?

Quant au ralliement massif des maquisards, il est difficile de croire qu'il ait eu lieu dans les proportions indiquées. Car si c'était le cas, on ne comprendrait pas pourquoi les massacres se poursuivraient dans le même temps. En tout cas il faut attendre la prochaine saison des pluies pour voir si les maquisards n'attendent pas simplement que la végétation redevienne abondante pour reprendre l'initiative des combats.

ALBANIE : La mort d'un dictateur stalinien

Le 11 avril, après plus de quarante ans de pouvoir personnel, est mort le dirigeant nationaliste albanais Enver Hodja. Son pays est considéré par bon nombre de nationalistes comme le "phare du socialisme". Et lui-même considérait toute sa vie le stalinisme comme le modèle même du socialisme. Mais le stalinisme, qui est en fait une négation du socialisme, séduisait le dictateur albanais par son contenu nationaliste. Toute l'action politique de celui-ci le montre.

Au début de la deuxième guerre impérialiste, en 1939, il commença à organiser une

lutte de libération nationale contre les armées de Mussolini qui venaient d'envahir l'Albanie. Par la suite il dirigea cette lutte jusqu'à la fin de la guerre. En 1944, tout en gardant le commandement des forces armées, il prit la direction de l'Etat. Deux ans plus tard, il proclama la "République populaire d'Albanie", à l'instar des "démocraties populaires" imposées par Staline en Europe de l'Est. Enver Hodja concentra alors tous les pouvoirs entre ses mains et réprima toutes formes de contestation.

En 1948 par exemple, Enver Hodja a profité de la rupture entre Staline et Tito pour rompre également avec celui-ci, parce que la Yougoslavie, dont l'Albanie dépendait largement aurait l'intention d'annexer celle-ci. Ceux qui n'étaient pas d'accord avec Enver Hodja furent réprimés. Ainsi, le ministre de l'intérieur Dodjé et bien d'autres cadres du parti furent exécutés. En 1956, lorsque Krouchtchev a dénoncé certains crimes de Staline et opéré un rapprochement avec Tito, E. Hodja y a vu un danger pour son pouvoir et il a rompu avec les dirigeants soviétiques en les traitant de révisionnistes. Là aussi, ceux qui ne le suivaient pas furent exécutés ou emprisonnés.

La répression était si impitoyable que tous les membres du premier Comité Central ont "disparu", sauf E. Hodja lui-même bien entendu. Après la rupture avec la Yougoslavie puis la Russie, ce fut alors la Chine qui prit le relais en matière d'aide. La relation avec ce pays a duré jusqu'à la mort de Mao, car E. Hodja a cru trouver en la personne de celui-ci un remplaçant de Staline.

Mais après la mort de Mao, une nouvelle rupture se produisit. La raison invoquée était la "théorie des trois mondes" préconisée par les successeurs de Mao. Selon cette "théorie", les pays du tiers-monde peuvent s'appuyer sur l'impérialisme contre le "social-impérialisme", c'est-à-dire la Russie, considérée comme la plus dangereuse. Enver Hodja traitait les dirigeants chinois de révisionnistes, comme il avait traité Krouchtchev et Tito auparavant.

En s'isolant des autres régimes staliniens (plus importants que le sien), Hodja voulait affirmer avant tout sa volonté d'indépendance. De ce fait, le slogan bien connu ressassé par tous les nationalistes depuis des générations était son leitmotiv : "compter sur ses propres forces". Cependant la politique d'isolement et de repli sur soi-même n'a pas empêché l'économie de l'Albanie de subir la pression de l'extérieur à tel point que même le peu d'usines qui existent dans ce pays ont du mal à tourner, faute de pièces de rechange qu'il faut importer.

L'Albanie a si peu de produits d'exportation que malgré le caractère archaïque de l'agriculture, celle-ci fournit quand même 30% des exportations. Pour l'essentiel, les devises de l'Albanie proviennent du chrome dont elle est le troisième exportateur mondial. Tout cela est loin de permettre à l'Albanie de développer réellement son économie. Ce pays qui compte près de trois millions d'habitants reste le plus pauvre d'Europe.

En prenant le pouvoir, Enver Hodja avait décidé de faire de son pays "le seul véritable Etat communiste au monde". Mais il n'a réussi qu'à mettre en relief l'aberration du stalinisme. En effet, si grâce à son immensité, à ses énormes potentialités économiques - et surtout à la révolution prolétarienne, l'URSS a réussi à s'industrialiser rapidement en quelques décennies, cela ne veut nullement dire qu'on peut réaliser un développement industriel dans n'importe quel pays arriéré - fût-il badigeonné aux couleurs d'une "démocratie populaire".

Par conséquent, parler de construire le "communisme" dans un seul pays est une utopie nationaliste qui n'a rien à voir avec le marxisme. Le socialisme suppose d'abord la mise en commun de l'ensemble des richesses du monde pour une plus juste répartition des biens à cette échelle. Cela veut dire porter immédiatement la production mondiale à un niveau plus élevé que celui du capitalisme. C'est cet idéal que défendaient Marx et Lénine ; et il est à l'opposé d'une socialisation de la misère ou d'un "socialisme" agraire comme en Albanie.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accordement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.